

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

**Sophie Nadal** : Contribution à l'étude de l'extension des conventions collectives de travail.

### DOCUMENT

Circulaire DRT n° 2002-09 du 5 mai 2002 relative au travail de nuit.

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment :*

Les pouvoirs du juge prud'homal pour faire respecter le principe de comparution personnelle des parties.

**Cour de cassation (Ch. soc.) 20 novembre 2001** - Note Daniel Boulmier (p. 445)

La production des éléments de preuve détenus par l'employeur dans le procès prud'homal.

**Cour de cassation (Ch. soc.) 18 décembre 2001** - Note Michel Henry (p. 446)

L'absence d'obligation de développer les moyens de droit communiqués contradictoirement en vertu de l'oralité de la procédure prud'homale.

**Conseil de prud'hommes de Reims (Sect. activ. div.) 18 mars 2002** - Note Michel Tanner (p. 447)

L'impossibilité pour les partenaires sociaux de disposer de l'effet impératif des conventions collectives et d'évacuer le principe de faveur.

**Tribunal de grande instance (1<sup>re</sup> Ch. sect. soc.) de Paris 14 mai 2002** - Note Michèle Bonnechère (p. 451)

La perte de confiance de l'employeur envers le salarié protégé ne peut jamais constituer par elle-même un motif pouvant servir de base à une autorisation de licenciement.

**Conseil d'Etat (2<sup>e</sup> sous-section) 21 décembre 2001** - Note Fabrice Reneaud (p. 457)

L'appréciation souveraine des juges du fond sur l'existence de la fraude dans la désignation des délégués syndicaux.

**Cour de cassation (Ch. soc.) 7 mai 2002** - Avis de l'Avocat général Pierre Lyon-Caen (p. 466)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Arrêts récents de la Cour de Cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture).



**REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL**

263, RUE DE PARIS, 93516 MONTREUIL CEDEX - [www.cgt.fr](http://www.cgt.fr)

# Table des Matières

SEPTEMBRE 2002

## Doctrine :

Contribution à l'étude de l'extension des conventions collectives de travail, par <b>Sophie Nadal, Maître de conférences en droit privé à l'Université de Cergy-Pontoise</b> .....	423
--	-----

## Document :

<b>Circulaire DRT n° 2002-09 du 5 mai 2002 relative au travail de nuit</b> .....	436
--	-----

## Jurisprudence :

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Réparation – Prestations en espèces – Rentes – Majoration pour assistance d'une tierce personne – Nécessité que l'assistance s'étende à l'ensemble des actes de la vie courante. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 juillet 2001</b> .....	442
--	-----

ASSURANCES SOCIALES – Assurance vieillesse – Arrérages des pensions versées à tort à un assuré décédé – Actions en répétition de la Caisse à l'encontre des héritiers – Prescription applicable (deux espèces) 1) Versements antérieurs au décès : prescription biennale de l'article L. 355-3 du Code de la sécurité sociale (première espèce) 2) Versements postérieurs décès : prescription quinquennale de l'article 2277 du Code de la sécurité sociale (seconde espèce). <b>Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 juillet 2001</b> .....	442
<b>Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 juillet 2001</b> .....	443

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Compétence (non) – Service public administratif géré par une personne publique – Agent non statutaire - Lien de droit public – Compétence du tribunal administratif. <b>TRIBUNAL DES CONFLITS 22 octobre 2001</b> .....	444
--	-----

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Procédure – Comparution personnelle des parties – Motif légitime d'absence : non – Possibilité de représentation par l'avocat : non. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 20 novembre 2001</b> .....	445
<b>Note Daniel Boulmier, Maître de conférences à l'Université de Nancy</b> .....	445

1° CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Preuve – Charge – Éléments détenus par le seul défendeur – Obligation de les produire. 2° CONTRAT DE TRAVAIL – Salaire – Fixation – Éléments de calcul – Obligation de l'employeur – Étendue. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 18 décembre 2001</b> .....	446
<b>Note Michel Henry</b> .....	446

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Procédure – Oralité – Communication des moyens de droit suffisante – Obligation de développer (non). <b>CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE REIMS (Sect. activ. div.) 18 mars 2002</b> .....	447
<b>Note Michel Tanner, Service juridique de l'UL de Reims</b> .....	449

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Transfert d'entreprise – Nouvel employeur refusant l'application de la convention en vigueur dans l'entreprise transférée – Obligation de négocier une nouvelle convention – Négociation devant être poursuivie avec les syndicats représentatifs – A défaut, accord non opposable aux salariés qui peuvent se prévaloir du statut collectif antérieur. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 9 octobre 2001</b> .....	450
---	-----

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Convention de branche – Avenant modificatif – Clause de subsidiarité partielle par rapport aux accords d’entreprise ou d’établissement – Violation de l’article L. 132-23 – Ensemble indivisible – Annulation de l’avenant.	
<b>TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (1<sup>re</sup> Ch. sect. Soc.) 14 mai 2002</b> .....	<b>451</b>
<b>Note Michèle Bonnechère</b> .....	<b>452</b>
ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ – Assurance des créances salariales – Contestation – Procédure abusive – Appel dilatoire – Condamnation de l’AGS à titre personnel à une amende civile.	
<b>COUR D’APPEL DE GRENOBLE (Ch. Soc.) 21 janvier 2002</b> .....	<b>454</b>
<b>Note Emmanuel Gayat</b> .....	<b>454</b>
FONCTIONNAIRES – Mise sous tutelle impliquant la perte d’une partie des droits civiques – Absence de caractère répressif de cette privation – Élément ne pouvant servir de fondement à une radiation des cadres.	
<b>CONSEIL D’ÉTAT (3<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> sous-sections) 22 février 2002</b> .....	<b>455</b>
<b>Note Marie-France Bied-Charreton</b> .....	<b>455</b>
GRÈVE – Modalités – Service minimum imposé au sein d’une clinique – Réquisition de grévistes par voie judiciaire – Nécessité de justifier la demande pour chaque poste – Demande globale insuffisante à fonder l’intervention du Juge des référés.	
<b>COUR D’APPEL DE CHAMBÉRY (Ch. Civ.) 26 février 2002</b> .....	<b>456</b>
<b>Note Arnaud de Senga</b> .....	<b>457</b>
SALARIÉS PROTÉGÉS – Licenciement pour motif personnel – Perte de confiance – Élément ne pouvant constituer en lui-même un motif de licenciement – Nécessité de rechercher des éléments présentant un caractère objectif – Comportement non fautif de l’intéressé ne pouvant être pris en compte qu’en raison du niveau élevé de responsabilités exercées.	
<b>CONSEIL D’ÉTAT (2<sup>e</sup> sous-section) 21 décembre 2001</b> .....	<b>457</b>
<b>Note Fabrice Reneaud, Maître de conférences en droit public Université de Toulouse Le Mirail</b> .....	<b>458</b>
SÉCURITÉ SOCIALE – Contentieux – Obligation de saisir la Commission de recours amiable de la caisse préalablement à toute instance devant le Tribunal des affaires de sécurité sociale.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 20 décembre 2001</b> .....	<b>461</b>
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Discrimination – Salarié mandaté pour négocier la RTT – Exclusion du collectif de travail – Licenciement sans autorisation administrative – Délit constitué (oui).	
<b>TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D’AVIGNON (Ch. Corr.) 30 mai 2001</b> .....	<b>462</b>
<b>Note Marc Richevaux</b> .....	<b>463</b>
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Délégué syndical – Désignation – Contestation – Invocation d’une fraude – Refus de contrôle de la Cour de cassation.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 7 mai 2002</b> .....	<b>466</b>
<b>Avis de M. l’Avocat général Pierre Lyon-Caen</b> .....	<b>466</b>
<b>Note</b> .....	<b>468</b>